

LETTRE OUVERTE DE LA SOCIETE CIVILE GABONAISE
A SON EXCELLENCE MONSIEUR FRANCOIS FILLON
PREMIER MINISTRE DE LA REPUBLIQUE FRANCAISE

Monsieur le Premier ministre,

Dans la perspective d'une élection présidentielle en France, il est de coutume que les plus hauts représentants de l'Etat français programment une tournée en Afrique.

Nous ne saurions nous prononcer sur le véritable objet de celle que vous effectuez au Gabon, tant les relations qui « unissent », ou plus précisément, qui ligotent le Gabon à la France sont décidées dans vos palais et ceux de vos amis personnels, à l'exclusion du peuple gabonais.

Monsieur le Premier ministre,

Consciente de la nature véritable des relations France-Gabon, la société civile engagée vient, par la présente lettre ouverte, vous exprimer son sentiment profond, avec l'espoir que, contrairement à l'usage, vous aurez enfin l'intelligence politique de les intégrer dans votre définition des intérêts de la France.

Car, Monsieur le Premier ministre, la société civile gabonaise est consciente que la classe politique française, aveuglée par la défense de ses intérêts, méprise encore la conscience et l'intelligence des peuples du monde.

En effet, Monsieur le Premier Ministre plus de 50 ans après son indépendance, le Gabon est à la croisée des chemins, le pays est plongé dans une désolation indescriptible dont les maîtres mots sont entre autres :

- L'état de délabrement généralisé des infrastructures essentielles (routes, écoles, hôpitaux, habitat) ;
- La dégénérescence de 75% de la population ;
- Les crimes économiques notamment la corruption, érigée en système de gouvernance : Cette corruption touche toutes les sphères du régime : la famille Bongo particulièrement s'est accaparée de toutes les ressources matérielles et financières de l'Etat gabonais qui est de ce fait victime d'un pillage et d'une spoliation à grande échelle et sans vergogne....

Dans le même registre, les membres du gouvernement et les responsables des institutions affiliés au Parti Démocratique Gabonais au pouvoir détournent les budgets qui leur sont alloués.

Comment comprendre que depuis 2008, avec des budgets annuels estimés à 4 milliards d'euros en moyenne, le Gabon ne soit pas capable de se doter d'un système de santé performant ?

- Comment comprendre qu'avec autant de moyens, les femmes gabonaises continuent de mourir par centaine à l'accouchement à Libreville et en provinces ?

- Comment comprendre qu'avec autant d'argent le gouvernement ne soit pas capable de construire des écoles répondant aux normes internationales, mais au contraire les enfants gabonais sont entassés dans des salles de classe (de 80 à 100 élèves) ?
- Comprendre qu'avec autant d'argent les gabonais n'aient pas accès aux besoins fondamentaux en eau et électricité à Libreville et dans tout le pays ?
- Comment comprendre que ce Gouvernement ne se soit pas capable d'offrir à sa population, un habitat décent permettant de régler le grave déficit en logement qui touche plus de 70% de la population ?
- Comment comprendre que le Gabon à travers ses forces de défense et de sécurité continue à pratiquer la torture sur les détenus dans centres de détention de la police, de la gendarmerie et des services de renseignement ?
- Comment comprendre que la prison centrale de Libreville prévue pour accueillir 250 personnes ait aujourd'hui plus de 2000 détenus torturés en permanence et privé de tout droit ?
- Comment comprendre la violation et le refus de toutes formes d'expression démocratique par le Gouvernement gabonais qui interdit et réprime les marches et les meetings de la société civile et de l'opposition ?
- Comment donc comprendre l'utilisation abusive et illégale des forces de sécurité et de défense pour violenter et tuer les populations civiles gabonaises, l'exemple de Port-Gentil vient rappeler le caractère criminel de ce régime dont l'essentiel du pouvoir est fondé sur l'usage de la force brutale avec l'appui des mercenaires et autres forces illégales ?
- Comment la France peut-elle accepter que les milliards d'euros volés au Gabon par les membres de la famille Bongo et ses alliés puissent être logés dans les banques françaises, et que la procédure judiciaire en cours contre les biens mal acquis soient entravée par le gouvernement français ?
- Comment la France qui défend les valeurs démocratiques et l'éthique dans la gestion des biens publics, puisse accepter l'achat en 2010 à Paris d'immeuble de 100 millions d'euros pendant qu'au Gabon le pouvoir en place n'arrive pas à fournir les soins de santé primaire à sa population qu'il est sensé représenter ?

Monsieur le premier Ministre, la grande France, le pays des Droits de l'Homme et du citoyen de 1789 ne doit plus soutenir ce régime criminel, cette dictature ignominieuse !

La France doit absolument choisir son camp, le camp de la démocratie et de la transparence !

La France ne doit plus hésiter et se compromettre comme en Tunisie, et pour cela le choix de la France doit être sans équivoque !

Pour sortir le Gabon de l'état de dégradation actuel, la Société Civile soutenue par les forces démocratiques nationales exige ce qui suit :

- 1. Réformer fondamentalement la cour constitutionnelle ;**
- 2. Réviser de la loi électorale ;**
- 3. Réformer le Conseil National de la Communication ;**
- 4. Réformer la CENAP en intégrant les membres de la société civile ;**
- 5. Ramener le mandat présidentiel à cinq (5) ans renouvelable une seule fois ;**
- 6. Faire voter les militaires hors des casernes comme tous les citoyens et en civil ;**
- 7. Revenir aux élections à deux tours ;**
- 8. Procéder au redécoupage électoral en tenant compte du facteur démographique ;**
- 9. Impliquer les partenaires au développement dans le processus de transparence électorale ;**
- 10. Introduire la biométrie dans la confection du fichier électoral ;**
- 11. Ouvrir les médias publics à tous les acteurs de la Nation ;**
- 12. Modifier la constitution par voie référendaire pour intégrer toutes les réformes ;**
- 13. Mettre en place une Commission tripartite majorité, opposition, société civile chargée de la mise en œuvre de toutes les réformes.**

Concernant la transparence qui constitue le principal problème du processus électoral au Gabon, Monsieur Ali Bongo et son gouvernement, contre vents et marées et contre la volonté du peuple gabonais, ont décidé d'organiser des élections législatives de 2011 avec les dispositions légales actuelles qui ne garantissent pas la tenue du scrutin dans les conditions de transparence et de crédibilité. C'est ainsi qu'une fraude généralisée se prépare afin d'assurer par la falsification, la victoire du PDG aux prochaines élections législatives.

Monsieur Ali BONGO et son gouvernement ont par conséquent décidé de faire un passage en force, en refusant d'introduire la biométrie dans le dispositif électoral malgré le fait que la loi sur la biométrie ait été votée et que toutes les parties prenantes veuillent la transparence électorale.

Ainsi, Monsieur le Premier ministre, c'est nous mépriser que de penser que nous ne sommes pas conscients que la politique étrangère, et particulièrement africaine de la France ne s'appuie que sur de la pure rhétorique circonstancielle. Cette rhétorique qui a l'art de défendre tous les grands principes et leurs contraires : ce qui vaut pour la Lybie ne vaut pas pour la Syrie, ni pour le Yémen. L'avenir de l'Africain ? Celui exprimé par Nicolas Sarkozy, à Dakar, est le contraire de celui qu'il entretient à Libreville. Un coup d'Etat électoral au Gabon et vous déroulez le tapis rouge à Ali Bongo. Un coup d'Etat électoral en Côte d'Ivoire et vous

lancez vos missiles sur Laurent Gbagbo. Les principes universels en vigueur en France ne sont pas applicables au Gabon.

Nous sommes outragés de voir que vous êtes véritablement convaincus qu'en plus de cinquante ans d' « indépendance », aucun Gabonais n'est capable de confectionner le fichier d'un corps électoral équivalant à un arrondissement de chez vous, outrés de constater que, devant l'œillère que vous portez sur tous les scandales du Gabon, la fraude est devenue un modèle de gouvernement qui se manifeste scandaleusement, dans le système éducatif, depuis le ministère de l'Education nationale qui a distribué de nombreuses épreuves du baccalauréat et du BEPC à leurs *fratres* propriétaires de lycées privés. Nous sommes exaspérés de constater avec quelle fréquence la duplicité par laquelle le pays des Droits de l'Homme les symbolise et les applique au gré de ses affinités, de ses allégeances.

Du pays des droits de l'Homme, nous n'avons entendu aucune voix officielle s'élever pour dénoncer l'adoption, par voie législative, d'une constitution instaurant un Etat militaro-policier au Gabon. Il est donc clair que les aspirations du peuple gabonais ne feront jamais partie de vos préoccupations. Et ne nous parlez pas de non ingérence dans nos affaires intérieures, vous nous obligeriez à vous énoncer les cas qui le démentent.

Nicolas Sarkozy, après s'être engagé, lors de sa campagne électorale, à mettre fin aux relations paternalistes entre la France et le Gabon, a tourné casaque en prônant des « relations décomplexés ». Nous comprenons que le maître de la Françafrique assume désormais, sans complexe, la perpétuation du lien indéfectible qui unit la classe politique et les hommes d'affaires dans la corruption, pour la prédation de notre pays.

Monsieur le Premier ministre,

Le Gabon est votre comptoir. Mais les Gabonais aspirent, contre votre volonté, à prendre en main leur destin. La société civile gabonaise veut solennellement vous mettre en garde en vous affirmant notre ferme détermination à nous réapproprier nos droits, nos libertés, notre souveraineté, notre pays par tous les moyens.

Au regard de ce qui précède, la société civile gabonaise à l'instar de ses sœurs du Niger, du Sénégal, de la Guinée Conakry... dit : « ça suffit comme ça ! » et décide de prendre ses responsabilités pour faire de notre pays, un Etat de droit, un Etat démocratique où il fait bon vivre.

Les gabonais veulent enfin se reconnaître dans leur dirigeants par la prise en compte de leur vote car jusque là, les élections ont été toujours émaillées de fraudes et d'incidents multiformes.

Excellence, Monsieur le Premier Ministre, la prévention vaut mieux que la guérison. Ainsi, votre intervention auprès des autorités gabonaises évitera au Gabon le triste sort qu'a connu la Côte d'Ivoire par exemple.

En définitive, que les autorités gabonaises comprennent qu'en cas de non prise en compte des exigences de la société civile sur le processus électoral et l'environnement

démocratique au Gabon d'une part, et la résolution des problèmes sociaux d'autre part, il n'y aura pas d'élections au Gabon.

Le cas échéant, elle se réserve le droit d'entreprendre des actions d'envergure, visant à amener le gouvernement gabonais à adopter les mécanismes nécessaires à la transparence électorale ce, quel qu'en soit le prix !

Sachant pouvoir compter sur votre contribution à l'instauration d'une vraie Démocratie au Gabon, nous vous prions d'agréer Monsieur le Premier Ministre, l'expression de notre considération distinguée.

Fait à Libreville, le jeudi 15 juillet 2011

Pour la société civile :

BRAINFOREST, SAEG, CONASYSED, SNEEPS, USDS, USAP, SYGEF, AFRIQUE HORIZONS, ROLBG, PUBLIEZ CE QUE VOUS PAYEZ, OND, SENA, FESEENA,

Contacts presse :

Marc ONA ESSANGUI : Brainforest/Publiez ce que vous Payez : 07 29 41 40

Georges MPAGA : ROLBG : 07 51 99 32

Alain MOUAGOUADI : CONASYCED : 07 39 45 85

Dieudonné MINLAMA : OND : 07 94 87 19

Alain MOUPOPA : Afrique Horizons : 07 75 15 03